

BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 9 au 15 janvier 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine.....2

**Fait marquant : en 2035, le PIB britannique serait
réduit de 10% par rapport à ce qu'il aurait été en
l'absence de Brexit.2**

En bref2

Actualités macroéconomiques.....3

CONJONCTURE3

Actualités commerce & investissement3

POLITIQUE COMMERCIALE.....3

INVESTISSEMENTS4

Actualités financières.....4

REGLEMENTATION FINANCIERE4

BANQUES ET ASSURANCES.....5

Le chiffre de la semaine

Le solde de la balance des transactions courantes pour novembre est de -9,3Md£, après -8,9Md£ en octobre, selon l' [ONS](#).

LE CHIFFRE À RETENIR

-9,3Md£

Fait marquant : en 2035, le PIB britannique serait réduit de 10% par rapport à ce qu'il aurait été en l'absence de Brexit.

Commandé par le Maire de Londres, Sadiq Khan, ce rapport a été réalisé par le cabinet de conseil en analyse économique [Cambridge Econometrics](#). Afin d'isoler « l'effet Brexit », l'évolution de l'économie britannique est comparée à un scénario contrefactuel, où le Royaume-Uni serait resté au sein du marché unique européen.

Ainsi, du fait du Brexit, en 2035,

- Le PIB britannique sera moins important de 10%, représentant une moindre production cumulée de 311Md£ ;
- 7% d'emplois supplémentaires ne seront pas créés, soit 3 millions ;
- La productivité par tête sera plus basse, de 3% ;
- L'investissement sera plus faible, de 32% ;
- Les exportations se dégradant dans une moindre mesure que les importations, de 5% et 16% respectivement, l'effet sur le commerce extérieur est positif.

En bref

- Le ministère du commerce et des entreprises (DBT) a nommé un [nouveau président](#), Nick Baird, à la tête de l'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale (TRA).
- Greg Hands, secrétaire d'État britannique pour le commerce, s'est [entretenu](#) avec son homologue français, Olivier Becht.
- Greg Hands s'est rendu au [Qatar](#), à [Bahreïn](#) et aux [Emirats arabes unis](#) – pays membres du Conseil de coopération du Golfe – afin de renforcer les liens commerciaux bilatéraux dans le cadre des

négociations d'un accord de libre-échange.

- L'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale (TRA) [ouvre](#) une enquête anti-dumping sur les importations de SPVC (composant chimique utilisé notamment dans les produits médicaux) en provenance des États-Unis.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Le PIB britannique est en hausse de 0,3% en novembre, après une contraction de même ampleur le mois précédent. Selon les dernières données de l'[ONS](#), l'économie britannique aurait rebondi en novembre grâce à de bonnes performances du secteur des services et de la production, à l'inverse du secteur de la construction. Après une légère contraction en octobre (-0,1%), le secteur des services a connu une expansion de +0,4% en novembre et constitue ainsi la principale contribution à la croissance économique sur le mois. Le secteur de la production a légèrement rebondi (+0,3%), suite à une réduction de l'activité de 1,3% en octobre. Enfin, le secteur de la construction se contracte à nouveau, de -0,2% en novembre après -0,4% en octobre.

Les intentions de recrutement restent modérées à l'approche de la fin de l'année 2023, selon la dernière enquête [Report on Jobs](#). Selon les travaux de KPMG et REC, compilés par S&P Global, les embauches permanentes et les missions d'intérim ont de nouveau diminué en décembre, bien que plus doucement qu'en novembre, les employeurs conservant une attitude prudente en matière d'embauche. Dans le même temps, le nombre total d'offres d'emploi a légèrement diminué pour la troisième fois au cours des

quatre derniers mois. En parallèle, le nombre de candidats a continué d'augmenter fortement, après un taux d'expansion record enregistré en novembre. Selon les recruteurs, les licenciements et la baisse des embauches ont permis d'augmenter le nombre de candidats disponibles pour les postes permanents et temporaires. Néanmoins, la concurrence pour les travailleurs qualifiés reste un facteur clef, poussant les rémunérations initiales à la hausse.

BrewDog, le plus grand brasseur de bière du Royaume-Uni, renonce à son engagement en faveur du versement à l'ensemble de son personnel du salaire de subsistance volontaire, décision témoignant d'un relâchement des tensions présentes sur le marché du travail. Le salaire de subsistance volontaire, fixé par la [Living Wage Foundation](#) est de 12,00£ contre 10,42£ pour le salaire minimum légal. Pour mémoire, ce dernier devrait augmenter de 10% au 1^{er} avril 2024.

Actualités commerce & investissement

Politique commerciale

Dans le cadre du réexamen périodique du Partenariat transpacifique (CPTPP), le ministère du commerce et des entreprises a ouvert une [consultation](#)

[publique](#) portant sur le **fonctionnement et les standards de l'accord.** Accord de libre-échange rassemblant onze pays de la zone

Pacifique et rejoint en juillet 2023 par le Royaume-Uni, le Partenariat transpacifique prévoit un réexamen régulier de ces dispositions. C'est dans cette perspective que le gouvernement britannique recueille les contributions de la société civile et des parties prenantes concernant les standards d'ouverture commerciale et le niveau de protection retenus dans les différents chapitres du texte. Les modifications qui pourraient résulter de cet exercice devraient être minimales.

Le bureau britannique des statistiques (ONS) a publié les [chiffres](#) du commerce extérieur pour le mois de novembre 2023. Du fait d'une baisse de la valeur des importations de biens (-3,3%) plus forte que celle des exportations (-2%), le déficit de la

balance commerciale poursuit sa décrue et atteint -16,2Mds£ sur le mois de novembre. Le commerce des services est quant à lui resté stable sur le dernier trimestre glissant (septembre-novembre 2023); la baisse de l'activité du secteur du tourisme étant compensée par le dynamisme de l'audit et des services financiers. En dépit d'un léger creusement au dernier trimestre (+0,4Md£ sur septembre-novembre 2023 soit -11,3Mds£), le déficit de la balance des transactions courantes (BTC) est resté stable sur l'année 2023.

Investissements

Le gouvernement rend public un [rapport](#) commandé au cabinet de conseil *London Economics* concernant l'impact des accords internationaux d'investissement sur les flux sortants d'IDE. Les recherches conduites dans ce cadre concluent à l'existence d'un impact significatif des accords internationaux d'investissement à long terme sur les IDE sortants britanniques,

quoique non perçu par les responsables d'entreprise interrogés. En particulier, le rapport souligne que les accords d'investissement ont tendance à agir sur la perception du risque auprès des investisseurs et ont un rôle plus important dans les relations avec les pays ayant un faible PIB.

Actualités financières

Règlementation financière

Le Chancelier J. Hunt [rencontre](#) des dirigeants de la City dans le cadre de discussions sur l'attractivité de la bourse de Londres pour les introductions en bourse. Le Chancelier a rencontré des dirigeants du secteur financier suite à la demande par le *Chartered Governance Institute* auprès

du HMT de l'organisation d'une réunion urgente visant à mettre au point les mesures enrayant l'abandon de la bourse de Londres par des nombreuses entreprises. Cette réunion s'inscrit également dans le sillage des mesures annoncées par le Chancelier dans son *Autumn Statement* sur les marchés de capitaux britanniques et le secteur

financier plus généralement. Des précisions sur les mesures envisagées par le Gouvernement devraient être données le 6 mars prochain lors de la présentation du budget de Printemps. Parmi les pistes explorées figurent une simplification des produits d'épargne individuels (ISA) et la levée des barrières réglementaires pour l'investissement des acteurs institutionnels dans les titres britanniques cotés.

Le HMT publie un [code pratique](#) portant sur le régime britannique de résolution des chambres de compensation (CCP). Celui-ci vise à

Banques et assurances

Le HMT publie une [consultation](#) visant à renforcer le régime de résolution spécial (SRR), portant sur les établissements de crédit de petite taille. Dans le cadre de cette consultation, le gouvernement propose d'attribuer à la Banque d'Angleterre (BoE) de nouveaux pouvoirs s'appliquant aux situations dans lesquelles un établissement en faillite serait mis sous tutelle d'une autre banque ou transféré à un acquéreur. Dans le but d'éviter que les coûts d'une recapitalisation éventuelle durant ce processus soient assumés par le contribuable, le nouveau mécanisme permettrait à la BoE d'avoir accès aux ressources du fonds de compensation pour les services financiers (*Financial Services Compensation Scheme* - FSCS), qui serait lui-même financé par la mise en place d'une contribution dédiée, *a posteriori* (ce qui nécessitera une

exposer clairement au marché l'approche que prendra la Banque d'Angleterre (BoE). Le texte porte sur divers aspects de ce régime, notamment les critères déclenchant son usage et les pouvoirs additionnels du HMT en matière de résolution, en particulier celui de modifier la loi. Le nouveau code clarifie ainsi les dispositions du [chapitre 11](#) de la loi sur les marchés et services financiers (FSMA 2023), promulguée en juin 2023 et remplace toutes les entrées relatives à la résolution des CCP contenues dans le code spécial de résolution (SRR) du *Banking Act* de 2009.

législation). La consultation est ouverte aux contributions jusqu'au 7 mars 2024.

La PRA (*Prudential regulation authority*) publie sa « [Lettre aux CEO](#) » dans laquelle elle énumère ses priorités relatives à la supervision des banques internationales pour l'année 2024. Parmi celles-ci figurent le risque lié aux expositions des banques au secteur financier non bancaire, notamment la prise en compte par celles-ci de la profondeur de marché dans la gestion des risques liés à leurs activités de financement. La PRA met également l'accent sur la résilience financière et annonce continuer son travail sur l'évaluation des niveaux de fonds propres et de liquidité des acteurs qu'elle régule. Elle s'attend également à une meilleure gestion des risques technologiques liés à l'utilisation de nouveaux outils, tels que le *cloud computing*, et des données.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr